

## Dialogue présidentiel : Une opération marketing sans lendemain

Soumis par La Rédaction  
27-11-2008

Les médias malgaches, dans leur quasi-totalité, semblent s'étonner, et dans certain cas se réjouir béatement, de ce qu'ils appellent le revirement à 180° du régime et notamment de Marc Ravalomanana à propos de plusieurs sujets épineux et qui attrait à la vie politique du pays.

En effet, à l'issue de ce qu'ils appellent naïvement « dialogue présidentiel », Marc Ravalomanana est fendu d'une déclaration au cours de laquelle il a annoncé quelques propositions allant dans le sens de l'harmonisation de la vie des partis politiques et qui devraient, paraît-il, se concrétiser à travers l'élaboration d'un hypothétique texte de loi.

L'opinion publique est cependant coutumière de ce genre d'effets d'annonces qui ont régulièrement parsemé les deux mandats de Marc Ravalomanana. Cependant, tout un chacun sait ce qu'il est advenu de ses promesses et de ses déclarations grandiloquentes, puisque à l'heure actuelle, rien n'a fondamentalement changé, avec au contraire une accélération alarmante des prédispositions du régime à agir de façon autocratique.

Les exemples ne manquent pas à ce sujet, notamment en ce qui concerne le domaine économique et les décisions prises dans la plus totale opacité pour ce qui est de l'attribution à un certain nombre de multinationales étrangères des richesses naturelles dont dispose le pays.

Le dernier exemple en date et qui continue de susciter toujours autant d'indignation au sein de l'opinion publique, malgré une tentative de démentie des parties concernées [ voir ici ], concerne le projet d'exploitation de plus d'un (1) million d'hectares de terres cultivables au Coréen Daewoo [ voir ici ].

C'est un exemple parmi tant d'autres, puisque l'on peut également citer les deux « mines à ciel ouvert » dont l'exploitation revient, d'une part à Sherritt International (région de Tamatave) et d'autre part à QMM-RIO TINTO (région de Tolagnaro, Fort-Dauphin). À cela, on peut également ajouter la prise de contrôle de Madagascar Oil par le géant TOTAL (région de Morondava) dans la possible exploitation à grande échelle du sable bitumineux dans une des régions pourtant les plus sèches du pays.

La Corée n'est cependant pas en reste, puisque malgré la reculade soudaine au sujet du projet de Daewoo de procéder à la mise en culture de palmier à huile et de maïs, destinés ensuite à être intégralement rapatriés vers ce pays, cela sans contrepartie financière pour les caisses de l'État Malgache ; il existe également un autre projet d'exploitation d'un gisement d'uranium sur une surface de 352 Km<sup>2</sup> pour lequel le gouvernement à donner son accord [ voir ici ] (région de Beraketa et Isoanala) à la société Kozone Natural Ressource, avec toutes les conséquences environnementales que cela engendrera.

L'attribution de tous ces contrats - qui engagent certainement de façon définitive, si l'on n'y prend pas garde, le pronostic vital du pays et de ses habitants - n'ont pas fait, à notre connaissance, l'objet d'un dialogue politique et encore moins d'une consultation de l'opinion publique malgache, cependant cela ne semble pas étonner ni faire réagir outre mesure, ni les médias ni les partisans de Marc Ravalomanana.

Aux nombreuses questions que suscitent ces engagements pris de façon unilatérale par un régime financièrement aux abois, l'opinion doit se contenter de vagues réponses qui font allusion à quelques bénéfices supposés pour les populations des régions concernées par ses exploitations. Il n'est pas possible de développer ici une explication s'agissant de ce type d'argumentation depuis longtemps utilisée à tort et à travers par les régimes les plus corrompus ; mais nous vous promettons, dans un article à paraître bientôt, de démontrer un par un ses arguments fallacieux, avec des exemples qui touchent également d'autres pays, d'autres populations, notamment en Afrique.

Pour en revenir au « dialogue présidentiel », il s'agit également de comprendre ce qui a bien pu obliger Marc Ravalomanana à faire volte-face, du moins verbalement. D'abord entre le moment où il a annoncé que « l'opposition politique était exclue du dialogue » et sa déclaration faite le lendemain de la précédente et qui enjoignit finalement l'opposition à participer. Ensuite, au sujet de l'infléchissement par rapport au bulletin unique et la loi sur les partis politiques.

Tout d'abord et à l'attention des partisans de Marc Ravalomanana et des quelques journalistes exaltés, dont on se demande parfois s'ils ont vraiment compris le sens et les exigences de leur métier ; Marc Ravalomanana, malgré ce qu'il fait croire, n'est absolument pas le seul maître à bord du navire Madagascar. Il ne peut pas avoir effectué les trois quarts de ses deux mandats en appuyant continuellement

sur les bailleurs de fonds traditionnels et se défaire quelque temps plus tard de leurs exigences, parce qu'il aurait trouvé de nouvelles sources de financement lui permettant de s'affranchir de leur prééminence dans la conduite et la gestion du pays.

Ensuite, Marc Ravalomanana n'a pas le monopole du dialogue, notamment vis-à-vis des représentants des institutions internationales présentes à Madagascar. Même s'il est de nature à exécuter toute forme d'opposition et à agir en conséquence pour essayer de l'éradiquer complètement à travers les multiples exactions que son régime et lui font régulièrement subir aux opposants ; il n'est pas de son pouvoir d'empêcher que cette opposition dialogue avec qui elle veut, au moment où elle le veut, sauf, bien sûr, dans les médias publics censés, pourtant, être des vecteurs d'opinion et de civisme.

De même que Marc Ravalomanana pense peut-être encore pouvoir mentir et tromper l'opinion ; il y a un temps où l'inconséquence de ses actes et de ses décisions fini par en alarmer plus d'un, notamment ceux qui contribuent à alimenter financièrement l'existence et la survie de son pouvoir à travers les différentes aides financières, qui autrefois faisaient l'objet d'un rituel quasi systématique d'autocongratulation, à chaque fois qu'était annoncée la dotation de tel ou tel projet de financement.

Par conséquent, il est normal que ces institutions internationales cherchent à nouer de nouveaux contacts, à explorer et à écouter d'autres points de vue, cela parce que fondamentalement les aides que ces institutions attribuent, ne sont pas destinés aux seuls dirigeants, mais d'abord au pays dans son ensemble, les premiers ayant juste le rôle de gestionnaires temporaires, le temps de leur mandat.

Nous pouvons donc affirmer, sans pour autant être présomptueux, que le revirement de Marc Ravalomanana, est la conséquence du raidissement de certains partenaires historiques de Madagascar pour qui, il était également temps de mettre les points sur les « i » ; soit par rapport à la gouvernance inconsciente des dangers réels que peut représenter la prise de décisions intempestives et irréfléchies, soit par la lassitude de voler continuellement au secours d'un régime dont l'orgueil est au moins proportionnel à son incompetence.

Le premier à avoir ouvertement rappelé le régime à l'ordre sur ses devoirs et sur la conception qu'il devait avoir de la bonne gouvernance, est le représentant du PNUD, Dr Xavier LEUS, qui lors de la réunion préparatoire au « dialogue présidentiel », s'est adressé, durant au moins une heure, à l'assistance présente, visiblement médusée par le ton et la sincérité de ses propos.

Le message est passé puisque le lendemain, comme nous vous le disions tantôt, Marc Ravalomanana affirmait le contraire de ce qu'il avait éructé la veille, c'est-à-dire que le « dialogue présidentiel » était désormais ouvert à l'opposition politique.

Les déclarations faites en privé par le représentant du FMI, Pierre Van Den Boogaerde, ont également et certainement influé sur ce revirement soudain, car celui-ci s'est laissé aller à une critique en règle du régime en affirmant que l'organisation du sommet de l'UA en juillet 2009 relevait d'un « caprice personnel de Marc Ravalomanana » ; tout en qualifiant la réforme de l'éducation entreprise par le gouvernement de « machine à fabriquer des idiots » ; et de conclure que Madagascar serait, avec les Comores, les seuls pays en Afrique où la pauvreté ne va pas reculer.

Autant dire que malgré leur devoir de réserve et leur prédisposition aux déclarations diplomatiques aseptisées, les représentants des institutions internationales ne sont pas dupes des gesticulations de Marc Ravalomanana.

Toutefois nous n'aurons pas complètement fait le tour des possibilités, si nous ne vous faisons pas part de notre contribution dans le combat visant à libérer Madagascar de l'emprise de plus en plus inquiétante de ses dirigeants actuels.

Dans ce dessein et comme vous le savez certainement, nous avons mis à la disposition de tous un projet de société alternatif au « MAP » de Marc Ravalomanana. Ce projet de société, dénommé « Soritr'asa Hoan'i Madagasikara » [ Disponible ici ], suscite l'intérêt de beaucoup de personnes et d'institutions. Parmi ces dernières, il se trouve que le PNUD, par l'intermédiaire de son représentant, Dr Xavier LEUS, nous en a demandé une copie, cela quelques jours à peine avant la réunion préparatoire au « dialogue présidentiel » de Marc Ravalomanana.

Nous avons évidemment répondu favorablement à cette demande et nous y avons également joint un manifeste que nous décidons de publier ici afin que tous les Malgaches amoureux de leur pays puissent en connaître la teneur.

Il ne s'agit pas pour nous d'utiliser la langue de bois, car la réalité des souffrances qu'endure le peuple malgache, exige que chaque citoyen de ce pays se lève et dise non à la dictature des dirigeants actuels. Il ne s'agit plus de prendre conscience des dangers à venir, il s'agit aujourd'hui d'agir pour que ceux-ci ne surviennent pas.

Marc Ravalomanana et son régime sont une « plaie dangereuse » dont il faut se débarrasser au plus vite si nous ne voulons pas que notre pays perde définitivement sa souveraineté et ne devienne un vaste champ d'exploitation, destiné à enrichir ou à nourrir des multinationales missionnées par leur gouvernement respectif ; dans le but d'exploiter les faiblesses et l'avidité d'un régime corrompu, qui n'hésite plus à brader le pays au plus offrant, pour les intérêts purement personnels des membres et des sympathisants d'une oligarchie, qui en six années à peine, nous a démontré que les recommandations et les avertissement éclairés de quelques observateurs, parfaitement au fait des spécificités de la société malgache, aujourd'hui disparus, étaient réellement fondées. La Rédaction

Correspondance entre Madagasikara Soa et la représentation du PNUD à Madagascar Mail en date du 6 novembre 2008

Madame, Monsieur,

Suite à votre message ci-dessous, nous avons téléchargé le document en question sur le site. Malheureusement, le fichier .pdf n'est pas imprimable et nous voudrions savoir s'il serait possible que vous nous fassiez parvenir une copie électronique imprimable ou bien une copie sur papier, à votre attention de :

Dr Xavier Leus

Coordonnateur résident du Système des Nations Unies

Maison Commune des Nations Unies

Zone Galaxy

Andraharo, Antananarivo

Vous en remerciant par avance, nous vous prions d'agréer nos salutations les meilleures.

Janie Ramarosandratana (Ms.)

Executive Assistant

to the UN Resident Coordinator & UNDP Resident Representative

Maison Commune des Nations Unies

Zone Galaxy, Andraharo

Antananarivo 101 - Madagascar

Tel +261 20 2330092/93/94 ext. 1006

Fax +261 20 2330042

Mobile +261 3311 00701 or +261 320736657

Réponse en date du 7 novembre 2008

Messieurs,

Pour faire suite à votre demande, nous avons le plaisir de vous faire parvenir, en pièce jointe et au format PDF, une version imprimable de notre projet de société.

Nous saisissons également l'opportunité qui nous est offerte pour vous faire part de quelques-uns des principes qui motivent et animent notre action et notre engagement.

Nous sommes conscients de l'état de pauvreté dans lequel se trouve notre pays, comme nous sommes également conscients des répercussions négatives et à long terme de cette pauvreté sur l'évolution de la société malgache, ce qui est pour nous, une préoccupation majeure par rapport à l'avenir de ce pays.

En effet, comme vous avez certainement pu le constater à travers vos actions sur le terrain, la population s'enfoncé chaque jour un peu plus dans une misère qui n'est pas seulement matérielle, mais plus grave encore, intellectuelle. Or, comment voulez-vous que la population intègre et assimile les multiples programmes que vous leur proposez, alors même que leur priorité est de trouver à manger et/ou à se soigner.

Vous pouvez continuer à injecter autant de moyens que vous voulez, vous n'obtiendrez jamais de résultats positifs que ce soit à moyen ou à long terme. La société malgache est clairement une société malade et si rien n'est fait dans les plus brefs délais, il faudra certainement plus d'une génération pour qu'elle retrouve un état acceptable.

Et pourtant, il suffit de visiter le site Internet du PNUD, dont vous êtes les représentants sur place, pour connaître les objectifs de votre organisation, dont le principal est de diminuer de moitié la pauvreté d'ici 2015 (Objectifs du millénaire).

Pour y parvenir, vous vous proposez d'intervenir sur plusieurs leviers qui sont : Une gouvernance démocratique ; La prévention des crises et relèvement ; La lutte contre la pauvreté ; L'énergie et l'environnement ; La lutte contre le Sida/VIH.

Cependant si l'on reprend un par un ces objectifs, il est clair que vous êtes très loin du compte et à quelque chose près, il pourrait même s'agir d'un échec total vu l'impact quasi nul de vos actions.

Premièrement au sujet de la « gouvernance démocratique », vous proposez entre autres de consolider les systèmes électoraux et législatifs. Selon vous et en toute franchise, en quoi la gouvernance serait démocratique dans la situation que connaît aujourd'hui Madagascar ?

Comment pouvez-vous fermer les yeux sur toutes les irrégularités flagrantes observées lors des différentes élections, présidentielles et législatives ? Comment pouvez-vous cautionner les exactions (arrestation, tabassage en règle, exil forcé, interdiction de s'exprimer à travers les médias publics radio et télévision, etc.) dont les membres de l'opposition sont les victimes ? Comment pouvez-vous ne pas réagir quand un candidat déclaré à une élection est purement et simplement empêché de rentrer dans son pays sous des prétextes fallacieux ? Comment réagissez-vous à l'instrumentalisation flagrante de la justice quand il s'agit d'anéantir tel ou tel personnage gênant (opérateur économique ou politicien) pour le régime en place ?

Deuxièmement au sujet de la « prévention des crises et relèvement ».

Trouvez-vous normal que les aides débloquées par les organisations comme la vôtre, quand des cataclysmes comme les cyclones surviennent, soient détournées pour financer un référendum au sujet d'une révision de la Constitution controversée ou encore pour financer des législatives anticipées qui se sont révélées « pipées » dès le départ avec un résultat stalinien pour le pouvoir en place ? Trouvez-vous normal que l'aliment de base des Malgaches, qui depuis sa mise en culture jusqu'à sa commercialisation se retrouve sous le monopole d'une seule société qui a décidé de mettre la main sur des milliers d'hectares des terres les plus productives ? Comment voulez-vous juguler la faim dans ce pays, quand la politique en matière d'exportation consiste à vendre le meilleur de la production à des pays étrangers, alors que la population n'a même pas de quoi se nourrir ? Trouvez-vous normal que l'on importe du cheptel, au frais de l'État, sous le prétexte de produire du lait en grande quantité, alors que ce bétail ne sert qu'à fournir les usines d'une seule société qui s'arrange ensuite pour chercher des débouchés à sa production à travers la signature d'un accord de libre échange avec les pays voisins ? Trouvez-vous normal qu'à défaut d'une nourriture saine et en quantité suffisante, des milliers de personnes soient contraintes de se nourrir de plantes sauvages et en plus dangereuses pour leur santé ? Selon-vous, combien d'enfants Malgaches échapperont à la malnutrition et connaîtront une croissance normale faisant d'eux des hommes et des femmes capables de travailler et de produire sans être affectés de troubles neurologiques, s'ils parviennent à survivre jusqu'à l'âge adulte ?

Troisièmement au sujet de la « lutte contre la pauvreté ».

Pensez-vous que le meilleur moyen de développer l'économie, c'est de laisser se mettre en place un monopole sur toutes les activités rentables et parfois vitales pour le pays aux mains d'un seul groupe et d'un seul homme, qui plus est, se trouve à la tête de l'État ? Si vous aviez été entrepreneur, accepteriez-vous d'être la cible constante d'une institution qui est censée combattre la corruption et qui n'est en fait qu'un instrument de plus pour assurer la suprématie de celui qui cherche à accaparer toute l'économie ? La diversification des activités et la multiplicité des acteurs économiques ne sont-ils pas pour vous des gages d'un développement possible ? Accepteriez-vous que vos transactions si elles dépassent un certain montant, fassent constamment l'objet de suspicion pouvant vous mener directement en prison ? En tant qu'entrepreneur ou investisseur ne seriez-vous pas tenté d'aller voir ailleurs au lieu de subir tous ces freins, tout cela parce que les dirigeants du pays dans lequel vous vouliez investir souffrent de paranoïa aigüe ?

Hélas, si vous voulez réellement combattre la pauvreté, commencez par donner du travail à la population, et pour cela, il faut que les créateurs d'entreprise, ou ceux qui veulent se lancer par eux-mêmes puissent avoir une certaine marge de manœuvre, et ne soient pas considérés comme des adversaires potentiels. Ce n'est malheureusement pas le cas aujourd'hui à Madagascar et au lieu d'une société dynamique, on se retrouve face à une société d'assistés privés de tout, infantilisés et à la merci de dirigeants qui sont par ailleurs d'une incapacité affligeante.

Quatrièmement au sujet de « énergie et de l'environnement ».

Il s'agit là de l'un des sujets les plus épineux auquel est confronté Madagascar aujourd'hui. Car sous le prétexte du développement, on encourage des firmes étrangères connues pour la plupart pour leur non-respect de l'environnement, mais pas seulement, à installer et à littéralement piller les ressources naturelles dont dispose le pays.

Ce n'est pas à vous que l'on va expliquer les conséquences de l'exploitation du sable bitumineux en Alberta, considéré comme la plus grande catastrophe écologique que la planète a eu à porter. Imaginez les conséquences dans un pays comme Madagascar et surtout dans une région comme Morondava, de climat semi désertique, alors que l'exploitation du sable bitumineux exige l'utilisation massive d'eau pour en extraire le pétrole.

Sur le plan éthique et politique, la société étrangère qui vient de prendre le contrôle de « Madagascar Oil » est également connue pour sa position ambiguë au sujet d'un autre pays dont elle exploite le gaz naturel. Épinglée à plusieurs reprises pour ses relations avec la junte en place dans ce pays, elle a contribué par son financement, en échange du droit d'exploiter le gaz naturel, à asseoir une dictature dès plus féroce, véritable prédateur en matière de démocratie.

Connaissant le régime actuellement en place à Madagascar, le scénario évoqué précédemment et vécu au quotidien par ceux qui le subissent, est plus que probable, avec au bout du compte une catastrophe plus grave encore, vu les prédispositions des dirigeants actuels à l'autocratie.

Agissant des autres projets miniers, il est certainement inutile de vous rappeler la décision prise par le « Fonds souverain Norvégien » au sujet d'une des multinationales actuellement en activité à Madagascar. Cette décision est suffisamment convaincante pour que, nous-mêmes, nous nous opposions aux pratiques de cette firme.

Nous nous opposons non seulement au fait que l'environnement aura à subir de graves dégâts, mais qui plus est, les populations autochtones ont déjà eu à subir les exactions de ces multinationales qui se comportent comme si la terre leur appartenait littéralement, expropriant les populations des régions concernées, les déplaçant de force, violant les sépultures, et les coupant de leurs racines.

Nous nous opposons également au principe qui autorise et même oblige à nous faire accepter leur présence dans notre pays, car ce n'est pas au nom du développement que cela se concrétise, mais parce que notre pays se retrouve de nouveau happer dans une spirale d'endettement par la faute d'un régime incompetent, incapable de rembourser ses dettes autrement qu'en livrant ses richesses naturelles sous des conditions particulièrement désavantageux pour le pays.

Madagascar est assurément un pays pauvre, mais à ce rythme, et si l'on continue de livrer nos richesses nationales sans autres contreparties que des subsides symboliques, il est quasiment certain que ce pays n'aura jamais la chance de connaître le développement tant attendu et tant souhaité.

Par ailleurs le changement climatique que subit actuellement la planète et les conséquences graves et durables que cela risque d'engendrer dans les temps à venir, nous, oblige à réfléchir très sérieusement à la production et à l'exploitation des énergies dits renouvelables ou alternatives. Alors même que les pays industrialisés songent sérieusement à multiplier leur capacité à produire et à exploiter ses énergies propres, l'on voudrait faire subir à Madagascar des bouleversements écologiques dont il n'aura jamais les capacités de se relever.

L'avenir est clairement dans la maîtrise de ses énergies nouvelles, et Madagascar a tout intérêt à prendre le train en marche, et pourquoi pas de devenir un pionnier en la matière en démontrant qu'un développement soutenu est compatible avec l'utilisation des énergies propres.

Cinquièmement au sujet du « Sida/VIH ».

Combattre ce fléau, c'est d'abord combattre la misère et la pauvreté et leurs conséquences sur les individus. Comme tous les fléaux de ce type, leur propagation rapide et incontrôlée est d'abord la conséquence d'une société indigente ; une société dans laquelle la population a perdu ses repères et s'est également éloignée de ses valeurs morales.

C'est également la conséquence du désengagement de l'État, de ses faiblesses en matière de santé publique et de ses faiblesses en matière de politique de prévention. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que ce fléau continue de se propager dans ce pays où même le fait de se nourrir, est déjà un combat au quotidien. Le manque de revenus, un chômage dont personne ne connaît l'ampleur exacte, ne peuvent que contribuer à aggraver le phénomène, puisque les individus sont obligés de recourir à d'autres alternatives pour gagner leur vie, jusqu'à faire littéralement commerce de leur corps.

En conséquence de tout cela, nous ne nous pouvons pas rester les bras croisés et laisser notre pays partir littéralement à la dérive avec un régime qui gouverne au jour le jour, au petit bonheur la chance ; incapable de se construire une autonomie que ce soit financière ou idéologique, passant son temps et son énergie à opprimer son peuple au lieu de chercher par tous les moyens à le sortir de la misère matérielle et intellectuelle dans laquelle il est plongé.

Madagascar a besoin d'aides, c'est un fait. Cependant, ce dont a réellement besoin ce pays, ce n'est pas d'une assistance déguisée, mais d'un véritable programme de codéveloppement, d'un véritable partenariat intelligent avec les différentes instances internationales existantes.

La collaboration est possible et souhaitable à condition que cela se fasse d'égal à égal, que cela soit réellement profitable pour tous. Chacun devrait engager sa responsabilité dans la réussite des différents programmes qui seront proposés. Les organismes internationaux gagneraient certainement en crédibilité s'ils ne se contentaient pas d'élaborer des formules creuses, des argumentations sans aucune prise avec les réalités du terrain.

Nous sommes certains que les Malgaches sont capables de comprendre, d'intégrer et de faire leurs les défis de demain, cependant, il faut que ce qui a déjà été entrepris ait enfin un véritable impact sur leur vie quotidienne. Pour cela, il faut leur faciliter l'accès à l'information, qu'ils puissent par eux-mêmes faire des comparaisons, choisir ce qu'ils pensent être bon et profitable pour eux.

Cela ne sera, hélas, pas possible tant que le pays sera gouverné par des dirigeants repliés sur lui-même, organisés et structurés en une oligarchie qui accapare toutes les ressources du pays, reléguant près de 80 % de la population dans une misère qui fait d'elle des assistés permanents, privés des libertés les plus fondamentales.

L'Équipe de Madagasikara Soa.